



Compte rendu du CSAL du 31 mai 2023

La séance a débuté par la lecture de deux déclarations liminaires.

La présidente de séance en réponse aux liminaires mentionne qu'elle n'est pas décisionnaire sur certaines choses et s'en tient au local :

- Pour le règlement intérieur du CSA, nous l'attendons tous et souhaitons qu'il soit clair, stable et pratique.
- Sur les effectifs, il manque 30 B et C confondus dont 14 au CSR. Ce qui implique que les services ne seront pas au complet en septembre (il faudra répartir la pénurie !!!). En contrepartie des contractuels seront recrutés (950 au niveau national). Les contractuels déjà recrutés pour 1 an ont été prolongés de 3 ans. Une seule démission parmi les contractuels, la DDFIP de la Mayenne interroge la DG pour le devenir des contrats de 3 ans qui vont arriver à terme en 2024.
- La présidente informe qu'elle est ouverte au dialogue social et écoutera les revendications, mais ne sera pas toujours d'accord avec les OS... En tant que relais, n'hésitez pas à nous faire remonter vos questions.

Campagne IR

Grande affluence aux accueils : SIP, EFS, PCR, SDIF.

L'arrivée de GBMI provoque un grand nombre d'appels, d'accueils, de mails, ce qui double le volume habituel de la campagne qui se termine, mais GBMI restera !!! Et avec des applications sans cesse en dysfonctionnement, créant des anomalies d'anomalies qui provoquent l'incompréhension des agents et des usagers. A Mayenne, à cause d'une panne internet de 4 jours, des agents ont dû partir chez eux et pour ceux chargés de la campagne d'impôt sur le revenu, de faire la réception avec les moyens du bord.

La présidente a souligné le professionnalisme et l'esprit d'équipe au sein des SIP du département et remercie l'ensemble des services qui ont participé à la campagne.

Malgré toute cette bonne volonté, nous avons signalé que des usagers ne pouvaient pas nous joindre en local. Il est nécessaire d'avoir des agents de sécurité et nous les remercions des risques qu'ils prennent pour nous. Les OS sont intervenues en séance sur l'organisation extérieure de la file d'attente étendue sur le milieu du parking avec les voitures en mouvement.

CSR : qualité de service

Des contrôles internes ont été effectués sur les réponses formels et téléphoniques. Un questionnaire en fin d'appel mesure la qualité de service rendu par l'agent. Le taux de décrocher et la qualité de réponse sont satisfaisants. Le SVI (message d'attente avant le décroché qui apporte déjà des réponses) y est comptabilisé. Un 2^e contrôle en fin d'année sera effectué par le SRE de Nantes.

Solidaires finances publiques est intervenu pour signaler des refus de congés dans le service. En réponse la direction mentionne que cela fait partie des contraintes du service, indiqué au règlement intérieur.

Budget participatif et FACVT

Tous les sites ont pu bénéficier de ces budgets soit :

- 13 385€ mugs, plantes, tables pic-nic
- 55 604€ racks à vélos, mobilier, stores,

Les OS ont signalé le manque de qualité des tables de pic-nic et le manque d'entretien de la pelouse aux abords.

Bilan de la formation professionnelle

La formation fait partie intégrante du travail, c'est un devoir : formation initiale, continue et préparation aux concours.

Mais les agents doivent pouvoir suivre des formations sans opposition de la hiérarchie, ils doivent pouvoir choisir leur lieu de stage au plus près possible ou au plus pratique au sens du trajet. La question des nuitées est à revoir.

L'outil SEMAFOR permet d'accéder au catalogue de formation et de s'inscrire.

La formation des contractuels se fait en e-formation et distanciel

Les stagiaires ont besoin d'être accueillis, dans la fonction publique comme dans le privé.

Facturation électronique

Cet objectif à échéance 2027 permettra de lutter contre la fraude à la TVA, de connaître l'activité des entreprises en temps réel, de renforcer la compétitivité des entreprises et de simplifier (pré-remplissage des déclarations), d'améliorer le suivi des entreprises (chiffre d'affaire et régime), de repérer les entreprises en difficulté.

Ils auront l'obligation de recevoir, d'émettre des factures et de transmettre des données via le portail public gratuit ou une plateforme privée (payante) sélectionnée et immatriculée par la DGFIP. Une campagne d'information va être menée. Des référents SIE seront formés en 2024.

Questions diverses

Bilan entretien : 4 recours (A et B)

Pour le mouvement, tous les départements étaient ouverts aux mutations, des départements ont fait le plein d'agent au détriment d'autres. Au regard du mouvement local de mutation, des services sont fortement impactés par les demandes de départ. Ceux qui arrivent de l'extérieur demandent Laval en priorité. Les OS regrettent que les sorties d'école passent avant le mouvement.

Contractuel : de nouveaux recrutements sont prévus, en attente de la note répartition de la DG et des besoins du département.

Sécurité : pose d'une caméra à l'accueil de Mayenne

Vos représentants au CSAL : Maryline BOYERE, Anne-Marie BOURON, Isabelle BLAISE

Déclaration liminaire CSAL du 31 mai 2023

Madame la Présidente,

Nous attendons toujours le règlement intérieur pour les CSA qui devait être présenté en mars 2023 : c'est pourquoi Solidaires Finances Publiques a refusé de siéger à la première instance.

Nous estimons également qu'il est nécessaire que les pratiques qui antérieurement s'appliquaient dans les CT et CHSCT demeurent. Ce sont des acquis qui ne doivent pas être perdus.

Concernant le mouvement local de mutation, une partie des éléments connus (le nombre de retraités, les lauréats concours et liste d'aptitude, les mutations en national) pose question pour la pérennité des services.

Les agents s'inquiètent de savoir s'il y aura suffisamment d'effectif pour combler les postes vacants. Il en va de la nécessité du bon fonctionnement de tous les services.

Les flux sont tendus, avec des applications nouvelles qui ne fonctionnent pas et génèrent des mails, réception physique, e-contact et appels téléphoniques (GMBI, ICT....) L'agacement des agents et la colère des usagers ne font qu'augmenter, mettant la patience des agents à rude épreuve.

A la veille d'une prochaine grève nationale le 6 juin 2023, Solidaires Finances Publiques s'inscrit pleinement dans cette mobilisation en faisant le lien sur le sujet de la rémunération qui demeure un enjeu majeur au regard des pertes de salaires accumulées depuis de nombreuses années, et de l'inflation qui frappe durement toute la population. C'est pourquoi on ne peut décorrélérer les 2 sujets. N'oublions pas qu'une meilleure rémunération engendre une meilleure pension.

Dans tous les cas, Solidaires Finances Publiques, au plan national comme au plan local, mettra tout en œuvre pour faire vivre et avancer les revendications des agentes et agents de la DGFIP dans toutes les instances de dialogue social, et par tous les moyens que nous jugerons adaptés.

**Ensemble, exigeons de meilleurs salaires, pour de meilleures retraites !
Mobilisons-nous pour nos retraites et nos salaires**